

Politique

page 3

**COP 29 : LEUR HOLD-UP
SUR LA NATURE ET
L'HUMANITÉ**

Dossier

page 6

**CE N'EST PAS À NOUS
DE PAYER LEUR DETTE**

Premières lignes

page 8

**LES PATRONS LICENCIENT,
LICENCIONS
LES PATRONS**

RÉVOLUTIONNAIRES

23 28 NOVEMBRE 2024 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

ÉDITORIAL

**Contre les
licenciements
et toutes les
attaques contre
les travailleurs,
construire le « tous
ensemble ! »**

DES CHARRETTES DE LICENCIEMENTS

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

SUITE PAGE 2 >>

**LES RICHES SONT
DE PLUS EN PLUS
RICHES**

GRÈVES ET MANIFS

**Toutes et tous ensemble,
renversons
la table !**



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER)

FACEBOOK : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

POLITIQUE	p. 1-2-3	INTERNATIONAL	p. 4-5	DOSSIER	p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES	p. 8-9-10	VIE DU PARTI	p. 10	NPA JEUNES	p. 12
Éditorial Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble ! »	COP29 : un demi-pas en avant, deux pas en arrière Accord UE-Mercosur : la « concurrence déloyale » c'est l'agriculture capitaliste ! Le capitalisme pense profits, nous pensons besoins	Administration Trump : derrière le cirque, le capital Guerre en Ukraine : escalade guerrière, mais escalade diplomatique aussi ! Cessez-le-feu au Liban en ruine, massacres à Gaza Russie : répression antigrevé dans une usine de l'Oural Élections anticipées en Allemagne Les Haïtiens insultés par le président de l'ancienne puissance coloniale		BUDGET, DETTE PUBLIQUE : LA POMPE À FRIC POUR VIDER LES POCHES DES CLASSES POPULAIRES ET REMPLIR CELLES DES RICHES PRÉSIDENTIELLE La dette : pourquoi, comment... et pour qui ? À quoi servent les agences de notation ? La dette des États, reflet et instrument des rapports de force entre pays riches et pauvres	L'envolée de la dette : open bar pour les capitalistes Selon que vous serez puissant ou misérable... Que faire face à la dette ? Petit glossaire	La politique des directions syndicales... et la nôtre ! Contre les chômeurs, mieux que Barnier, le dialogue social Michelin Cholet : la colère s'organise Licenciements dans l'aéronautique : un hold-up de haut vol Un mois de grève avec occupation. Les Vencorex doivent gagner ! La lutte des cheminots rejoint celle de tous les travailleurs	Troisièmes Rencontres nationales ouvrières du NPA-Révolutionnaires Seules nos mobilisations permettront d'en finir avec les violences contre les femmes Agenda		Budget 2025 dans l'enseignement supérieur : le patronat à l'offensive contre le droit à étudier ! La mobilisation des étudiants parisiens contre le génocide en Palestine continue : toutes et tous dans la rue le 7 décembre ! Mineurs isolés : retour sur une jeunesse qui relève la tête		
								CULTURE	p. 11		
								Livres • Film			

>>> SUITE DE L'ÉDITORIAL

DES COUPES DRASTIQUES DANS LES SERVICES PUBLICS

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

RIEN À ATTENDRE DU CINÉMA AUTOUR DU BUDGET À L'ASSEMBLÉE

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

LA SOLUTION : Y ALLER TOUS ENSEMBLE !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoutent le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

• 26/11/2024

LE MÉCONTENTEMENT POPULAIRE GRONDE... QUI CHERCHE À LE CHEVAUCHER ET POUR QUOI FAIRE ?

L'objectif du Premier ministre Barnier est simple : faire passer un maximum de coups contre les travailleurs, tous plus sales les uns que les autres, tant qu'il en est capable. Concernant les coupes budgétaires, il a jusqu'à la fin de l'année, par un vote du Parlement ou par un 49.3.

LE RN RÉPAND PATIEMMENT SON POISON EN ATTENDANT SON HEURE

La politique pro-patronale ne gêne pas le Rassemblement national (RN), bien au contraire. Celui-ci joue sur deux tableaux : il a soutenu la formation du gouvernement car sa politique se place sur son terrain, et il s'en tient suffisamment à distance pour exploiter le mécontentement populaire grandissant à son avantage. Pour ce faire, le RN a un discours démagogique et raciste bien rodé : il prétend se soucier du bien-être des petits patrons et de travailleurs français prétendument lésés par les travailleurs immigrés, comme toujours des boucs émissaires bien commodes, il menace le gouvernement Barnier de le faire sauter en votant une motion de censure avec le Nouveau Front populaire (NFP).

LA GAUCHE INSTITUTIONNELLE PENSE AUSSI PROFITER DE LA SITUATION

La France insoumise (LFI) se prépare elle aussi au scénario « motion de censure-chute de Barnier ». Avec en tête, comme

l'a affirmé Mélenchon, une possibilité non seulement de législatives dans sept mois mais même de présidentielle anticipée... Comme si les mécanismes institutionnels pouvaient sauver les travailleurs. LFI a d'ailleurs prévu de proposer à l'Assemblée nationale jeudi 28 novembre l'abrogation de la réforme des retraites, que le RN est susceptible de voter. Mais si cette réforme était abrogée, cela serait à mettre sur le compte de la mobilisation historique de 2023 et de rien d'autre : sans cette lutte, l'objectif de l'abrogation aurait été enterré depuis longtemps.

La seule manière pour les travailleuses et les travailleurs de tourner la situation à leur avantage, c'est de se battre ensemble sur leurs propres objectifs, en regardant leurs ennemis bien en face et en gardant à l'œil toutes celles et ceux qui disent les soutenir.

PAR ÉDOUARD MACBEYNE • 26/11/2024

Quand Ruffin et Barrot veulent concurrencer Trump

« Nous ne parviendrons pas à avoir le retour d'une industrie dans notre pays sans avoir du protectionnisme », déclarait François Ruffin à propos de la fermeture des usines Michelin de Chollet et Vannes. Et il ajoutait, comme exemples à suivre, que Trump sait le faire, et qu'en France « ce qui a été fait en matière de matériel de défense est un modèle de tentative de souveraineté sur un secteur ». Roulons français, mangeons français, tuons français !

Le 12 novembre c'est le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, qui est allé du même couplet : si Trump renforce le protectionnisme américain, la France se défendra. En Europe nous étions « sous le dogme du libre-échange »... « eh bien l'Europe a changé », dit-il. Mêmes sornettes que Ruffin, avec juste un peu plus de nuances : si la fermeture des frontières ou la hausse des droits de douane peuvent arranger certains patrons, elles pourraient bien handicaper ceux qui exportent. Pour les satisfaire tous, entre libre-échange et barrières douanières, il faudrait choisir au cas pas cas, explique le ministre.

Le problème est que ces mêmes arguments, qui ne sont que des choix dans les guerres économiques que les patrons se livrent entre eux, sont souvent repris par les directions syndicales à tous les niveaux : pour sauver nos emplois, il faudrait défendre nos patrons de la concurrence des patrons d'en face, ou faire que le Doliprane reste propriété de Sanofi plutôt que d'un fonds de pension américain. Sans parler de tous les défenseurs de gauche ou syndicaux des « relocalisations », comme si notre vie allait être meilleure si nous exportions notre chômage chez le voisin. Et si en retour les « voisins » cherchaient à exporter leur chômage ici ?

PAR O.B. • 26/11/2024

Soutenez la presse communiste

NPA

RÉVOLUTIONNAIRES

GUERRE ALGÈRE ET ALGERIE
PAR UN NOUVEAU NPA

RÉVOLUTIONNAIRES

ABONNEZ VOUS À

RÉVOLUTIONNAIRES

HAUSSE DES PRIX
HAUSSE DES LOyers
L'ÉTAT CROISSANT COMME LA CROISSANCE

6 MOIS : 20 €
(25 € en tarif de soutien)

12 MOIS : 40 €
(50 € en tarif de soutien)

👉

COP29 : un demi-pas en avant, deux pas en arrière

Alors que la COP28 de décembre 2023 devait marquer « clairement le début de la fin » pour les énergies fossiles, la COP29 s'est tenue... en Azerbaïdjan, dont 90 % des exportations proviennent des hydrocarbures. Pas étonnant que son président déclare avec dévotion que « le pétrole est un cadeau de Dieu » et qu'une véritable congrégation de 1 770 lobbyistes (dont le PDG français de Total, Patrick Pouyanné) se soit assurée d'empêcher toute restriction entraînant de potentielles baisses de profit pour les industriels. Au contraire, le texte adopté réintroduit l'idée que « les combustibles de transition peuvent jouer un rôle pour faciliter la transition énergétique tout en assurant la sécurité énergétique ». Amen.



Les « conférences des parties » (COP), loin de chercher des solutions face à la crise climatique, constituent des vitrines de premier choix pour les bourgeois du monde entier, où chacun met en avant les technologies « vertes » de « ses » entreprises. La transition écologique¹, sous sa version capitaliste, représente un immense marché dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'agroalimentaire, etc. Mais si tout le monde veut en bénéficier, personne ne veut la financer.

« NEW COLLECTIVE QUANTIFIED GOAL » : QUI VA PAYER POUR LES PROFITS DES AUTRES ?

Les pays les plus pauvres – qui subissent davantage les effets du dérèglement climatique et dont le développement industriel a été plus tardif – demandent que les pays riches qui ont pillé et pollué l'ensemble du globe « remboursent leur dette ». C'est-à-dire qu'ils financent la transition écologique « du Sud » en alimentant un pot commun à hauteur

de 1 000 milliards de dollars par an pour les dix prochaines années, alors qu'il a fallu douze ans pour atteindre l'objectif précédent de 100 milliards, fixé en 2009. Pour l'État français, cela a représenté 7,2 milliards d'euros en 2023, soit 1,58 % de son budget. La France n'est certes pas le plus mauvais élève européen, mais on aurait pu s'attendre à ce qu'elle fasse davantage au vu des discours officiels sur l'urgence climatique !

Au bout du compte, les dirigeants capitalistes ont décidé d'une enveloppe de 300 milliards de dollars qui n'engage rien ni personne : l'élection de Trump, le départ de la délégation argentine de Milei et la multiplication des discours pro-austérité et climatosceptiques témoignent de la fragilité de ces « accords » issus de bras de fer économiques repeints en vert. Et de l'hypocrisie meurtrière de ces vampires capitalistes.

PAR STEFAN INO • 26/11/2024

1. À lire : *Sans transition – Une nouvelle histoire de l'énergie* de Jean-Baptiste Fressoz, paru en 2024 aux éditions du Seuil et dont la critique est parue dans le numéro 11 de *Révolutionnaires*.



ACCORD UE-MERCOSUR : LA « CONCURRENCE DÉLOYALE » C'EST L'AGRICULTURE CAPITALISTE !

À l'appel des syndicats agricoles, la colère des agriculteurs revient sur le devant de la scène. Leur détresse est toujours là, d'autant que les promesses du gouvernement de l'hiver dernier sont restées lettre morte.

Le mouvement d'il y a quelques mois s'était révélé très éruptif. Les actions en cours sont beaucoup plus cadrées. Les élections professionnelles auront lieu en janvier prochain et les organisations agricoles sont en campagne. La Coordination rurale, deuxième syndicat, très lié à l'extrême droite, espère gagner des places face à la FNSEA jusque-là majoritaire. Il faut dire que les élections professionnelles décident qui gèrera les chambres d'agriculture... et leur important budget ! Mais au-delà du cirque préélectoral, les racines de la crise sont bien profondes.

LE MERCOSUR QUI CACHE LA FORÊT

La FNSEA a choisi de faire campagne autour de la seule dénonciation du traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, l'alliance économique de cinq pays d'Amérique du Sud. Par cet accord, les produits agroalimentaires sud-américains auraient un accès plus facile au marché européen, en échange de quoi les industriels, notamment français et allemands, obtiendraient de nouveaux débouchés pour leurs marchandises. Certains secteurs agricoles européens en profiteraient aussi, comme celui des produits laitiers, ou encore celui des vins et alcools. Mais d'autres, comme la viande bovine, y perdraient.

Si la FNSEA est vent debout contre le Mercosur, ce n'est pas tant pour défendre les éleveurs que pour protéger les intérêts des capitalistes français de l'agroalimentaire sur le marché mondial¹. Et pour faire oublier que sa politique contribue depuis plus de soixante ans à soumettre les agriculteurs aux banques, aux grandes entreprises et aux coopé-

ratives, les empêchant de dégager un revenu digne de leur travail.

PROTECTIONNISME ET LIBRE-ÉCHANGE, DEUX REVERS DE LA MÊME MÉDAILLE CAPITALISTE

Le consensus nationaliste contre l'accord détourne le regard des agriculteurs vers un épouvantail, les producteurs sud-américains. À ce petit jeu, la Coordination rurale fait même de la surenchère en bloquant la frontière pyrénéenne : l'ennemi n'est pas seulement brésilien mais aussi espagnol, et demain polonais ou irlandais. Invoquer la « concurrence déloyale » que représenteraient les conditions de travail et les bas salaires d'Amérique du Sud, c'est oublier comment sont traités ici les saisonniers. Dans les vignobles bordelais et champenois, ces travailleurs subissent une exploitation féroce, dormant parfois à même le sol ou ne recevant aucun salaire.

Le mouvement de l'hiver dernier a montré à quel point les agriculteurs sont en difficulté dans tous les pays européens. En Amérique latine également, où beaucoup sont expropriés par les grands propriétaires et exploités dans des conditions très rudes.

Régler la crise agricole pour de vrai, c'est en finir avec ce système qui, partout sur la planète, soumet la terre et ceux qui la travaillent à la loi du profit.

PAR JEAN EINAUGIG ET BASTIEN THOMAS • 25/11/2024

1. Le président de la FNSEA, Arnaud Rousseau, est un parfait représentant des capitalistes de l'agrobusiness : il possède 700 hectares de cultures en Seine-et-Marne, différentes entreprises et, surtout, il préside le groupe spécialisé dans les huiles Avril (dont font partie Lesieur et Puget).

Le capitalisme pense profits, nous pensons besoins

La presse évoque désormais 300 000 licenciements. Des fermetures d'usine sont prévues. Pour les entreprises liées à l'automobile, la raison est toute trouvée : les « donneurs d'ordre » vont fermer des usines dans un avenir proche – moins de commandes, on ferme, on licencie. Quant aux trusts de l'automobile, ils expliquent que la reconversion vers l'électrique nécessitera moins de production. « Donc » on ferme, on licencie.

Pour les capitalistes, tout doit être le plus individuel possible, tant pis pour le gaspillage que cela représente puisque cela élargit les marchés. Il n'y a pas que la voiture individuelle : il faut avoir déjà la trentaine pour se rappeler qu'avant l'ordinateur individuel et le smartphone, il y avait l'ordinateur et le téléphone familiaux. Et avant encore, la cabine téléphonique publique. Le progrès ? Une autre société aurait certainement eu d'autres priorités !

En tout cas, pourquoi pas moins de voitures : circuler tranquillement assis dans un train confortable avec un conducteur ou une conductrice pour un millier de passagers au lieu de nous épuiser le long des routes ou dans les embouteillages, ça nous irait très bien !

Au lieu de fermer des unités de production opérationnelles, avec leur personnel qualifié, on pourrait construire, fabriquer ce qui manque cruellement, comme des bâtiments et équipements pour les hôpitaux ou les écoles. La liste est longue des besoins qui constitueraient autant de débouchés... si c'étaient les besoins qui comptaient dans les choix de production ! À l'époque du Covid, les entreprises automobiles avaient parlé de fabriquer les respirateurs qui manquaient dans les hôpitaux. Elles n'avaient rien fait de sérieux, mais c'était tout à fait concevable d'un point de vue industriel.

En 2022, Macron lançait : « La France doit passer en économie de guerre. » Depuis, il a mis sur la table un plan pluriannuel de plus de 400 milliards et les quelque 4 000 entreprises qui travaillent pour la défense se sont lancées à plein régime. Les missiles sol-air prévus pour 2026 sortiront avant la fin 2024 et la production sera multipliée par trois dès l'an prochain. Les canons Caesar s'assemblent désormais en dix-sept mois au lieu de trente-six et seront livrés à raison de six par mois au lieu de deux. Les effectifs du spécialiste des missiles MBDA sont passés de 2 200 à plus de 5 000 en région parisienne.

Réorienter rapidement la production, les ingénieurs savent faire. Et, pour satisfaire leur « besoin » de guerres, les États bourgeois savent prendre les choses en main.

Un État des travailleurs le saurait aussi, pas pour satisfaire les besoins nuisibles qu'engendre cette société, pas pour satisfaire les appétits de quelques-uns, mais pour répondre aux besoins collectifs. La difficulté n'est pas technique, elle est de renverser le capitalisme !

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 26/11/2024

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 23 • 28 NOVEMBRE 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Administration Trump : derrière le cirque, le capital

Trump a composé son gouvernement en attendant d'entrer en fonction le 20 janvier prochain. Aux politiciens d'habitude attendus à ces postes, il associe un barnum bigarré issu de l'extrême droite et des médias.

LA COMPÉTENCE N'EST PAS UN CRITÈRE DE RECRUTEMENT

Les états-majors de l'armée ou de la CIA vont avoir de quoi s'amuser. Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, est un ancien sous-officier, défenseur de criminels de guerre, qui se plaint d'avoir été écarté de l'armée pour ses idées. La future cheffe des services de renseignement, Tulsi Gabbard, s'est illustrée en reprochant l'invasion de l'Ukraine non à Poutine, mais à... l'Otan.

D'autres bêtes de foire du cirque Trump feront des dégâts plus graves. La cofondatrice milliardaire de la fédération de catch WWE, Linda McMahon, est secrétaire à l'Éducation pour mener une chasse aux

idées progressistes. Quant à la santé, Trump l'a confiée au complotiste antivax Robert Kennedy Jr. La campagne de fake news menée en 2018 par son « Centre pour la défense des enfants » dans les îles Samoa a contribué à geler la vaccination contre la rougeole. En 2019, une épidémie touchait 5 700 Samoans et en tuait 83, surtout des enfants. Les États-Unis sont 1 730 fois plus peuplés : de quoi faire bien pire...

LE RÈGNE DES MILLIARDAIRES

Enfin, le duo de milliardaires Elon Musk et Vivek Ramaswamy doit sabrer dans les dépenses publiques. Ramaswamy est climatosceptique et anti-avortement. Musk,

qui insultait Trump publiquement il y a encore deux ans, est devenu quasiment son bras droit depuis son élection. Lui et Ramaswamy prétendent supprimer 75 % des emplois publics fédéraux. C'est à l'évidence du bluff. D'autant que les salaires de ces agents ne pèsent que 5 % du budget fédéral. Pour faire passer ce dernier de 6 000 à 4 000 milliards, il faudrait cesser d'arroser les capitalistes... comme Musk. Sa société SpaceX a reçu 15 milliards de dollars d'argent public depuis 2010. Sans la Nasa, qui en a fait son principal sous-traitant pour ne plus dépendre des fusées russes, SpaceX n'existerait pas. Quant à Tesla, elle a touché 2,8 milliards de dollars de l'État fédéral et 1,3 milliard de l'État du Nevada. L'usine de SolarCity, autre entreprise de Musk, à Buffalo a coûté 750 millions à l'État de New York et seulement 150 millions à ses actionnaires.

L'ARNAQUE DES IDÉES « LIBERTARIENNES »

Les libertariens à la Musk prétendent lutter contre l'emprise de l'État. Ils s'en prennent en fait à ses quelques fonctions utiles pour la population. Musk cible déjà le planning familial, l'éducation, les derniers médias publics et même l'IRS, l'agence qui collecte les impôts. Lui et Ramaswamy claquent qu'ils travailleront gratis. Sur X, ils recrutent pour l'instant des stagiaires non rémunérés. Mais, comme dit le dicton, « si c'est gratuit, c'est vous le produit ». De fait, Elon Musk pourrait bien tirer un profit inégalé, même pour lui, première fortune mondiale, de son nouveau job.

PAR MATHIEU PARANT • 24/11/2024

GUERRE EN UKRAINE

ESCALADE GUERRIÈRE, MAIS ESCALADE DIPLOMATIQUE AUSSI !

Les dimanche 24 et lundi 25 novembre ont connu une nouvelle intensification de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, avec de nouvelles frappes de missiles, roquettes et drones russes sur les villes ukrainiennes de Kharkiv, Zaporijia et Odessa. Le jeudi 21 novembre, c'était le tir par Moscou d'un missile balistique hypersonique, armé de charges conventionnelles, sur la ville de Dnipro. Ces tirs prétendaient riposter à des tirs ukrainiens de missiles contre des bases ou dépôts militaires russes dans les régions russes de Briansk et de Koursk. Le 17 novembre, Biden avait finalement autorisé Zelensky à utiliser des missiles américains de longue portée ATACMS contre le territoire russe, de même qu'il avait annoncé la livraison à l'Ukraine de mines antipersonnel - le pays étant déjà largement miné par ces engins aux effets humanitaires catastrophiques, proscrits par 164 États dans le monde. Cette brutale accélération du conflit et son lot supplémentaire de victimes et de destructions intervient alors même que Trump, élu à la Maison-Blanche, a fait la une avec sa prétention de régler en « 24 heures » le conflit ukrainien avec Poutine. Et alors même que Scholz, le chancelier allemand, s'est aussi distingué (au grand dam de Zelensky) en se targuant d'avoir eu Poutine au bout du fil pendant une heure - sans que personne ne sache pour dire quoi.

On en est au millième jour d'une guerre qui pourrait avoir fait près d'un million de morts et blessés, militaires et civils. L'armée russe occupe 20 % du territoire ukrainien, et l'armée ukrainienne - pourtant aidée par les États-Unis et ses alliés de l'Otan - ne parvient pas à la contenir. L'intensification de l'escalade guerrière n'est pas contradictoire avec la recrudescence de contacts affichés ou occultes en vue de négociations dites de cessez-le-feu ou de paix. Mais sur la base de rapports de force sur le terrain, d'où l'exacerbation et la poursuite d'une guerre pour encore de longs mois, voire années.

L'escalade guerrière n'est d'ailleurs pas contradictoire non plus avec des ébauches de partages territoriaux de l'Ukraine qui circulent. Zelensky lui-même, dont l'armée est exsangue, et une partie de la population ukrainienne qui n'en peut plus de cette guerre, avaient admis la légitimité d'une gestion « diplomatique ». Des commentateurs occidentaux viendraient presque aujourd'hui à la rescousse de Poutine en affirmant qu'il lui reviendrait immanquablement le



Donbass et la Crimée - qu'il occupe déjà. La rumeur de plus en plus forte d'un « désengagement américain » (mais pas en matière de ventes d'armes et de gaz à l'Europe) vient mettre ouvertement sur les rangs la responsabilité qui reviendrait aux États européens de s'inviter dans un partage, de fait entre rapaces. Ainsi *Le Monde* du 26 novembre annonce que des contingents militaires, entre autres britanniques et français, pourraient être disposés en forces d'interposition aux nouvelles frontières de l'Ukraine avec la Russie. À ces contingents européens, après un accord de découpage de l'Ukraine, d'assurer un rôle de garde-frontières.

Autant de calculs mortifères sur le dos des travailleurs et des peuples, que ceux-ci ne pourraient déjouer qu'en s'organisant autour de leurs intérêts de classe.

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 25/11/2024

Les Haïtiens insultés par le président de l'ancienne puissance coloniale



En marge de la réunion du G20 à Rio de Janeiro, Macron a déclaré que les Haïtiens étaient « complètement cons » pour avoir limogé leur Premier ministre et qu'en outre, ils étaient responsables de la misère de leur île, « oubliant » au passage que l'ex-puissance coloniale, la France, avait imposé le paiement d'énormes réparations au pays, lors de l'indépendance, en 1804, dont les remboursements avaient continué... jusqu'en 1952. Oubliant aussi que la France avait accueilli le dictateur haïtien déchu Duvalier... avec la fortune qu'il avait accumulée en pillant le pays et ses habitants. Et oubliant enfin que les États-Unis, avec la bénédiction de la France, ont financé les milices qui ont plongé le pays dans le chaos.

Insultes et mépris, voilà ce que tient en réserve la bourgeoisie française à destination des travailleurs et des peuples qu'elle exploite dans le monde entier et qui sont la source de sa richesse.

GAZA-LIBAN

Cessez-le-feu au Liban en ruine, massacres à Gaza

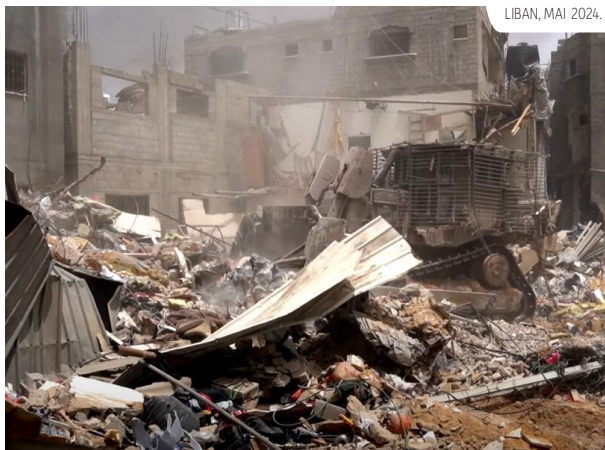
Alors que l'accord venait d'être signé sous la houlette des États-Unis, l'armée israélienne a continué à pilonner des quartiers de Beyrouth dans la nuit du mardi 26 novembre au mercredi 27, jusqu'à 3 heures du matin, heure officielle du cessez-le-feu. Manière de terroriser encore la population libanaise. Ces deux mois de guerre menée par Israël ont fait près de 4 000 morts, 15 000 blessés et plus d'un million de déplacés, de nombreux villages du sud et des quartiers populaires de Beyrouth détruits.

Aux termes de ce cessez-le-feu, l'armée israélienne devrait se retirer du Liban dans les 60 jours, pendant que l'armée officielle libanaise prendrait place dans le sud du pays, sur la ligne de démarcation, alors que les troupes du Hezbollah quitteraient la région et abandonneraient une partie de leur armement.

Une force internationale d'interposition, extension de la Finul, serait chargée de faire respecter l'accord. Elle pourrait bien être aussi inopérante que l'actuelle Finul puisque, selon la presse, pour la signature de l'accord, Netanyahu exigeait des États-Unis la garantie du droit d'Israël de ré-intervenir militairement au Liban chaque fois qu'il se jugerait menacé.

La France, l'ancienne puissance coloniale, fournirait des troupes supplémentaires à cette nouvelle Finul. Macron y voit déjà sa chance d'y défendre les intérêts des hommes d'affaires français dans ce pays ruiné par deux mois de bombardements. Mais, au Liban, surnage toujours une riche bourgeoisie, dont l'actuel Premier ministre, Najib Mikadi, chargé côté libanais de renforcer l'armée et d'écarter le Hezbollah. Il s'agit d'un des hommes les plus riches du monde, classé 374^e au palmarès Forbes des grandes fortunes.

Si la guerre s'arrête aujourd'hui au Liban (mais pour combien de temps ?), la misère y est encore plus grande qu'avant. Et la guerre se poursuit à Gaza, même si le Hamas vient de se dire favorable aussi à un cessez-le-feu. L'armée israélienne y poursuit ses massacres, notamment, en ce moment même, dans les enclaves du nord de la bande, dont la population n'a pas entièrement fui vers le sud et connaît la famine.



LIBAN, MAI 2024.

Les grandes puissances, qui portent une grande part de responsabilité dans les massacres commis par Israël en Palestine, n'ont même pas la volonté de soulager un minimum la misère qu'elles ont contribué à créer. Macron, qui se flatte aujourd'hui d'être faiseur de paix, s'était engagé à accueillir en France jusqu'à cinquante enfants grièvement blessés ; sur une population de deux millions d'habitants sous les bombes, c'était déjà honteusement dérisoire. Il en a finalement accueilli, rappelle le journal *Mediapart*, à peine dix-sept en quatorze mois.

PAR OLIVIER BELIN • 27/11/2024

MILEI, MACRON, G20 : COPAINS COMME COCHONS

Sourires, étreintes et apartés complices, Macron et Milei n'ont pas été avares de démonstrations d'amitié avant et pendant le G20. Pas étonnant, ils sont tous les deux artisans d'une politique de coupes drastiques dans les services publics. Cette comédie a continué durant tout le forum entre les représentants des vingt pays les plus riches du monde. En fin de compte et au bilan : quelques déclarations creuses qui n'engagent à rien. Ces dirigeants qui s'entendent si bien peuvent certes être parfois concurrents, voire adversaires, mais ils connaissent leurs priorités : faire perdurer leur ordre d'exploitation et de misère.



NOVEMBRE 2024.

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire :

npa-revolutionnaires.org



RUSSIE : RÉPRESSION ANTIGRÈVE DANS UNE USINE DE L'OURAL

Diverses chaînes Telegram d'opposants au régime de Poutine dénoncent l'arrestation, le 15 novembre dernier, d'Anatoliy Bannykh, dirigeant du syndicat indépendant des travailleurs d'une usine de camions, Ural, située à Miass, dans la région très ouvrière de Tchéliabinsk dans l'Oural.

Deux jours auparavant, la direction de l'entreprise avait été informée qu'un collectif de travailleurs avait l'intention d'organiser un mouvement de grève le 19 novembre. Ces travailleurs exigeaient une convention collective meilleure, pour 2025-2027... que les employeurs ont signée sans consulter le syndicat. Anatoliy Bannykh a été arrêté et condamné par un tribunal à quatorze jours d'arrestation (sous prétexte qu'une vidéo d'Alexei Navalny aurait été découverte sur les réseaux sociaux du dirigeant syndical). Les travailleurs de la brigade qui avait contresigné la déclaration de grève ont été appelés un par un au bureau de la direction, intimidés par la lecture de la loi sur l'organisation de rassemblements et de piquets de grève. Les pressions ont été menées bon train. D'autant plus que l'usine historique - elle a été implantée en 1941 pour assurer une production pour l'armée, avant de pas-

ser en partenariat avec le groupe italien Iveco, majoritaire en 2008 et qui s'en est retiré en 2022 avec la guerre d'Ukraine - produit entre autres des camions militaires. Il a été reproché au dirigeant syndical d'« essayer de priver le front de plusieurs dizaines de véhicules, d'arrêter la production, de perturber l'ordre de défense de l'État dans une période difficile pour le pays ». Le pouvoir invoque les exigences de sa guerre en Ukraine pour étouffer toute revendication concernant les conditions de travail et les salaires (il s'agissait en la circonstance d'exiger l'intégration à ceux-ci d'une prime), mais peut-être aussi une forme de résistance à la guerre. Patronat et État, avec ces lois, se dressent contre des travailleurs.

Une campagne est lancée sur certains réseaux sociaux russes pour la libération d'Anatoliy Bannykh, et en solidarité avec une combativité ouvrière qui n'est certainement pas limitée à une seule usine de Russie et dérange Poutine.

PAR MICHELLE VERDIER • 26/11/2024

Élections anticipées en Allemagne

Le chancelier social-démocrate Olaf Scholz (SPD) a perdu sa majorité parlementaire après la rupture de la coalition gouvernementale avec le parti libéral FDP. Le parlement allemand sera donc dissout et les élections qui étaient prévues pour septembre prochain sont avancées au 23 février.

Les trois partis de la coalition SPD-Verts-FDP, qui avaient réuni 52 % des suffrages aux élections de 2021, se sont largement discrédités et recueillent à eux trois autour de 30 % dans les sondages, moins que le parti conservateur CDU à lui tout seul. Ce sera donc très probablement le candidat de la CDU, Friedrich Merz, qui sortira prochain chancelier de ces élections anticipées.

Scholz, à la tête du gouvernement, restera surtout dans les mémoires pour la doctrine du « changement d'époque » (*Zeitenwende*) qu'il a annoncée après l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes en février 2022. Cela s'est traduit par une militarisation, un réarmement sans précédent de l'Allemagne et des discours prêchant l'austérité au nom des dépenses pour la « sécurité » : « des canons sans beurre », selon l'expression d'un proche du ministre des Finances.

Mais Scholz est aussi le chancelier de la chasse aux immigrés, qui a annoncé en automne 2023 : « Nous devons enfin expulser à grande échelle ! » Évidemment, tous les discours et mesures anti-immigrés n'ont pas empêché - bien au contraire ! - la montée de l'extrême droite de l'AfD, qui atteint actuellement presque 20 % dans les sondages.

Si Merz est chancelier demain, les attaques contre les travailleurs, immigrés ou non, se durciront encore. Merz est ancien président du conseil de surveillance de la filiale allemande de BlackRock, le plus gros fonds d'investissement au monde. C'est donc un vrai représentant de la très grosse bourgeoisie d'affaires, qui était déjà, au temps de Merkel, le chef de file de l'aile la plus droitière de la CDU.

La classe ouvrière, qui fait face dans ses bastions de la métallurgie et de la chimie à une vaste offensive contre l'emploi (bien que les profits continuent d'y être rois), et une partie de la jeunesse, n'auront à compter que sur leurs propres mobilisations et luttes pour s'opposer à ce nouveau « coup de barre à droite » (*Rechtsruck*) !

PAR TONI ROBERT • 25/11/2024

BUDGET, DETTE PUBLIQUE

LA POMPE À FRIC POUR VIDER LES POCHES

DES CLASSES POPULAIRES ET REMPLIR CELLES DES RICHES

Le gouvernement Barnier a, paraît-il, découvert un déficit budgétaire beaucoup plus important qu'annoncé, ce qui justifierait les 60 milliards de coupes qu'il finira par imposer à coup de 49.3 une fois le rideau retombé à l'Assemblée et au Sénat.

Barnier a prétendu que les efforts étaient répartis sur tout le monde, les entreprises contribuant par exemple pour 4 milliards. Las ! Le Sénat est en train de réduire de moitié cet « effort ». On peut parier que le gouvernement ne s'y opposera pas, tout comme on sait qu'il ne reviendra pas sur les coupures dans les budgets de l'éducation, de la

santé et de toute la fonction publique, bref, tout ce qui est utile à la population. Barnier ne touchera pas au crédit d'impôt recherche (CIR), qui prive l'État de près de 8 milliards de recettes. Il ne remet pas en cause le principe des exonérations de cotisations sociales qui coûtent environ 80 milliards au budget de l'État. Pas question non plus pour Barnier de toucher aux dépenses d'armement gigantesques de 430 milliards jusqu'en 2030.

Les ministres, anciens et nouveaux, invoquent la dette publique qui, avec 3 200 milliards d'euros, se situe à 112 % du PIB. Ce qui permet aux politiciens d'invoquer le « bon sens » : nous ne pouvons pas

dépenser plus que nous ne gagnons ! Peu leur importe que la comparaison soit aberrante puisque la dette publique est, à 85 %, remboursable dans un délai situé entre dix et cinquante ans, alors que le PIB est calculé annuellement¹.

1. En comptant de cette façon, quelqu'un qui touche chaque année 20 000 euros et achète à crédit sur vingt ans un logement de 100 000 euros serait endetté à... 500 % ! Avant de prêter l'argent, les banques calculent heureusement le taux d'endettement en comparant ce qui est comparable, c'est-à-dire la mensualité du crédit et le salaire mensuel !

La dette : pourquoi, comment... et pour qui ?

Ceux qui veulent tailler dans les services publics le font au nom de la dette, cet horrible « fardeau » sur les épaules des générations futures. Cette vision est fautive à plus d'un titre.

D'abord, la dette finance des investissements : sans eux, le budget serait même à l'équilibre depuis cinquante ans en France. Hors périodes de crise évidemment, car alors les aides pleuvent sur le patronat et creusent les déficits. Les administrations publiques ne laissent pas qu'une dette à nos enfants, mais aussi des infrastructures utiles, comme des voies ferrées, des écoles, des hôpitaux... et

parfois inutiles, comme des sous-marins nucléaires et autres engins de mort. Fin 2022, la somme des actifs possédés par les administrations publiques dépassait le montant de la dette de 864 milliards d'euros.

Les dettes sont d'autant moins lourdes que les États ne les remboursent quasiment jamais (voir le « Petit glossaire »). Ce que tout le monde accepte, du moment que les intérêts sont régulièrement payés. Les cités-États italiennes du XIX^e siècle avaient même eu l'idée de prélever une partie de la fortune des familles les plus riches en échange d'une rente perpétuelle de 5 %. Ce furent les premières

dettes publiques modernes. Cela a beaucoup plu à la bourgeoisie naissante, qui a renouvelé l'expérience. Celle du XIX^e en était particulièrement friande, à l'image des héros de Balzac et Flaubert. Aujourd'hui encore, les bons du Trésor sont considérés comme un placement à la fois sûr et rentable, malgré la forte baisse des taux ces dernières décennies. Rien que pour cela, la bourgeoisie n'a aucune envie de voir la dette publique disparaître.

Qui plus est, cette rente est obtenue à partir de rien : les banques prêtent essentiellement de l'argent obtenu auprès de la banque centrale ou celui de leurs clients. L'État le dépense ensuite auprès de ses salariés et fournisseurs, qui le déposent dans leurs banques, et celles-ci retrouvent leurs petits de nouveau sur les comptes de leurs clients. Chaque crédit est un petit big bang : du néant sortent à la fois de la monnaie sous forme de dépôt bancaire et des titres de dette, que les banques

peuvent monétiser auprès de la banque centrale, ou en les revendant à d'autres institutions financières.

Et si l'État faisait banqueroute et ne pouvait plus verser sa rente ? Les États les plus riches ont appris à épargner à la bourgeoisie de tels désagréments. À peine créée en 1800, la Banque de France rachetait des bons royaux pour couvrir les dettes de l'Empire. Toute libérale et indépendante qu'elle prétend être, la Banque centrale européenne n'a pas fait mieux lors des crises de 2008 et 2020 en rachetant massivement les titres de dette publique et autres créances douteuses des institutions financières et entreprises pour en assumer les risques à leur place. Les dettes privées se transmutent ainsi en dettes publiques.

PAR MAURICE SPIRZ • 26/11/2024

À quoi servent les agences de notation ?

Les créanciers voient la dette comme un investissement et attendent donc qu'elle leur rapporte.

Les différentes crises récentes traversées par le capitalisme ont vu plusieurs pays en difficulté pour payer la charge de leur dette :

la montée en puissance de ces agences de notation est un moyen d'ajuster le taux d'intérêt de la dette par rapport à ce « risque ». Elles ont donc pour fonction d'attribuer une note aux grandes entreprises et aux différents États en fonction de leur capacité présumée à assumer leur dette.

Ce système de notation fait pression sur les gouvernements pour mettre en place les politiques patronales à la mode, faites d'austérité pour les classes populaires et de libéralisation du marché du travail. Le « risque » consiste au fond dans l'évaluation de la capacité à faire payer aux classes populaires les intérêts de la dette.

Pour les pays pauvres, la baisse de leur note fait s'envoler les taux d'intérêt des prêts qui leur sont consentis. La France, qui est un pays impérialiste riche, a les moyens de payer ces intérêts, d'autant que leur taux est relativement bas. Mais les marchés finan-

ciers, s'ils le souhaitent, peuvent envoyer un message en baissant la note : ils attendent une politique plus dure vis-à-vis des classes populaires. Les politiciens de la bourgeoisie s'empressent alors de propager des discours alarmistes pour préparer la population à ce qu'on lui fasse les poches.

PAR ROBIN KLIMT • 26/11/2024

L'ENVOLEE DE LA DETTE : OPEN BAR POUR LES CAPITALISTES

Le « quoi qu'il en coûte » de Macron a permis de sauver la mise aux capitalistes. Sur les 240 milliards d'euros de la « dette Covid », 80 ont servi au maintien des salaires, le reste est parti en « prêts » aux entreprises, qu'elles essayeront de rembourser... ou pas ! Pour préparer la relance postconfinement, d'autres ont en plus été arrosées de subventions - 15 milliards à la filière aéronautique, dont 7 milliards pour Air France, 5 milliards à Renault, etc.

À l'époque, les taux d'intérêt très bas ont fortement minoré l'impact de cette « dette Covid » pour le budget de l'État

français. Pour faire simple : il s'est agi d'un très gros emprunt, mais à taux quasi nul, et à très long terme (échéance en 2042 !).

Mais la part de la dette a continué à gonfler depuis, du fait des mesures prises pour lutter contre la hausse des prix (en particulier de l'énergie), l'augmentation des dépenses de l'État du fait de l'inflation, justement, alors que les recettes se réduisaient.

PAR MARIANNE SYZKO • 26/11/2024

LA DETTE DES ÉTATS, REFLET ET INSTRUMENT DES RAPPORTS DE FORCE ENTRE PAYS RICHES ET PAUVRES

Dans bien des situations, la dette est une arme politique qui permet aux États les plus riches d'imposer leurs intérêts aux plus pauvres. Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la Banque centrale européenne (BCE) en sont les vecteurs institutionnels.

Lors de la crise des subprimes de 2008, les pays européens s'étaient précipités au secours de leurs banques surendettées. Très rapidement, la Grèce s'est retrouvée sans le sou et les taux d'intérêts de ses emprunts se sont envolés. La crise s'est propagée à l'Irlande, au Portugal, puis à Chypre, à l'Italie et à l'Espagne. Pour protéger les banques fran-

çaises et allemandes qui possédaient environ un tiers de la dette grecque, la troïka¹ avait proposé en 2010 un accord de financement à la Grèce à condition qu'elle réduise massivement les dépenses publiques, les salaires et les retraites.

En 2015, la même troïka, appuyée par Berlin et Paris, faisait plier le gouvernement Tsipras, fraîchement élu à la faveur de la révolte des Indignés grecs, mais qui cédait à l'exigence d'une nouvelle aggravation des « ajustements », douchant les espoirs que la population avait mis en lui, ouvrant la voie à des gouvernements toujours plus acharnés à la faire payer. Par rapport à 2007, le niveau

de vie des travailleurs grecs s'est effondré (le pouvoir d'achat a chuté d'un tiers), de même que le montant des retraites, tandis que le chômage et les suicides ont explosé.

En Argentine, les mesures imposées dans les années 1980 ont provoqué une stagnation économique qui a mené à de nouvelles mesures, et ainsi de suite. Le cycle n'a été rompu (pour un temps du moins) qu'en juin 2000 : une grève générale a paralysé le pays, qui est parvenu, par un défaut de paiement partiel de sa dette, à relâcher la pression.

Cette politique du FMI et de la Banque mondiale a aussi favorisé l'éclatement de la Yougoslavie² : pris à la gorge par les remboursements des emprunts contractés dans les années 1970-1980, le pays a été traversé par une vague de grèves avec, comme réponse

des dirigeants politiques, une fuite en avant nationaliste qui a abouti à l'éclatement et aux premières guerres au cœur de l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Quant au regard des populations africaines sur l'action des institutions financières internationales, les slogans des manifestants kenyans protestant en juin dernier contre le projet de budget en disent long : « *FMI, ne touche pas au Kenya !* », « *FMI, esclavage des temps modernes !* »

PAR MARTIN CASTILLAN • 26/11/2024

1. La troïka était constituée de la Commission européenne, de la BCE et du FMI.
2. État qui regroupait, avant son éclatement progressif dans les années 1990-2000, les actuelles Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine du Nord, Slovaquie et Kosovo.

Selon que vous serez puissant ou misérable...

Les dettes américaine et japonaise sont parmi les plus élevées du monde : respectivement 35 800 milliards (125 % du PIB) et 9 200 milliards (266 % du PIB).

Les dirigeants américains et japonais n'ont pas plus l'intention que les autres de rembourser l'intégralité de leur dette : leur position dominante dans l'économie mondiale leur donne les moyens de consacrer une part importante de leur budget au remboursement des intérêts, la seule chose qui compte réellement - un huitième pour les États-Unis, près

d'un quart pour le Japon. Cela n'a pas entamé la confiance des agences de notation et des banques dans ces États. Et, si la situation économique se dégrade, elles savent qu'elles pourront compter sur ces gouvernements pour trouver de l'argent en attaquant les conditions de vie des classes populaires par des politiques d'austérité, comme ils l'ont fait par le passé.

PAR ROBIN KLIMT • 26/11/2024

Que faire face à la dette ?

La dette publique est l'un des moyens par lesquels les États des pays riches arrosent leur bourgeoisie tout en en faisant peser la charge sur les classes populaires, non seulement de leur propre pays pour leur propre dette, mais aussi de celles des pays pauvres, ou moins riches, dont leurs banques détiennent la dette. Aussi, quand émerge dans tel ou tel pays soumis au diktat des institutions financières internationales la revendication de l'annulation de sa dette, les révolutionnaires des pays riches ne peuvent qu'être solidaires, d'autant plus qu'avec les taux imposés, le montant de la dette a souvent été plusieurs fois remboursé bien avant l'échéance.

Sur la lancée de la revendication de l'annulation de la dette des pays pauvres, certains économistes « radicaux », mais aussi Philippe Poutou lors de la dernière campagne présidentielle, ont prôné l'annulation d'une partie de la dette française, celle détenue par la BCE. Afin d'alléger la charge de la dette - actuellement de 50 milliards. L'annulation de la dette, ce serait certes l'annulation de sa charge et cela s'en prendrait aux intérêts des banques. Mais qu'en serait-il des autres capitalistes ? Car la dette publique aboutit forcément dans les caisses des entreprises, en priorité les plus grosses, et c'est pour les servir que la dette est contractée.

Faudrait-il les dédouaner ?

Certains distinguent ce qui serait la partie « légitime » de la dette, celle qui sert à l'investissement public, et sa partie « illégitime », celle qui ne fait qu'arroser la bourgeoisie. Mais même les dettes dites « légitimes » servent - en plus d'alimenter des réseaux personnels par le choix des entreprises - tout simplement à réaliser les profits des entreprises : la distinction entre dette « légitime » et « illégitime » est douteuse !

La dette, en particulier sa charge, doit être intégralement assumée par les capitalistes, industriels ou banquiers, c'est-à-dire ceux qui en profitent. Si l'on ajoute les 50 mil-

liards de la charge de la dette aux 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales payées par l'État à la place des patrons pour les bas salaires, cela commence à faire une somme qui serait bien utile pour les hôpitaux, l'éducation, les transports, le logement !

Le problème n'est donc pas l'annulation d'une partie de la dette, mais de s'en prendre à la bourgeoisie, ce qu'aucun parti de gouvernement n'est évidemment prêt à faire. Les bolcheviks, eux, avaient résolu la question de la dette de l'ancien régime de façon radicale : en disant que cette dette n'était pas la leur et en la supprimant purement et simplement !

PAR JEAN-JACQUES FRANQUIER • 26/11/2024

Petit glossaire

Obligations, bons du Trésor : ce sont des titres d'emprunt émis par des États (ou des collectivités ou des entreprises dans le cas des obligations). Le montant de l'emprunt est inscrit sur le titre. C'est sa valeur **nominale**, ou **faciale**.

L'emprunt est contracté pour une durée déterminée (qui peut être de plus de dix ans) et est remboursable *in fine*, c'est-à-

dire à la fin de la durée de l'emprunt, donc à la date indiquée sur le titre (**date de valeur** ou **d'échéance**).

Entre-temps, l'État (ou la collectivité, ou l'entreprise) verse périodiquement des **intérêts**, par exemple chaque année selon les modalités convenues au départ (taux d'intérêt fixe ou variable) : c'est la **charge**, ou **service de la dette**.

Par exemple, une obligation de 10 000 euros émise le 1^{er} décembre 2024, à valeur au 1^{er} décembre 2034, avec des intérêts au taux annuel fixe de 2 % payables annuellement donnera lieu au versement à celui qui l'a achetée (pour 10 000 euros) de 200 euros par an pendant dix ans et au remboursement, le 1^{er} décembre 2034 (**échéance**), des 10 000 euros. Au total, le porteur de l'obligation aura touché, sur dix ans, 12 000 euros. L'État (ou la collectivité ou l'entreprise) aura encaissé 10 000 euros au 1^{er} décembre 2024 et paiera seulement 200 au 1^{er} décembre de chaque année, jusqu'au

1^{er} décembre 2034 où il devra en plus rembourser les 10 000 euros - ce qu'il fera le plus souvent en émettant un nouveau titre d'emprunt. Cela revient à repousser indéfiniment l'échéance du remboursement de ces 10 000 euros. Mais l'État est réputé être immortel... Les 200 euros d'intérêts payés chaque année constituent la **charge de la dette**. La dette de la France (administrations publiques, collectivités et, surtout, État) est de 3 200 milliards d'euros, mais sa charge est, actuellement, de 50 milliards d'euros.

La politique des directions syndicales... et la nôtre !

Appel à la grève dans la Fonction publique territoriale de la part de la CGT le 19 novembre, appel à la grève chez les cheminots de la part de l'interfédérale du secteur le 21 novembre, appel à la grève dans la Fonction publique le 5 décembre de la part de l'intersyndicale au complet (sauf FO qui maintient seule sa proposition de « trois jours de carence, trois jours de grève » entre le 10 et le 12 décembre), annonce d'un préavis de grève illimitée de la part des syndicats cheminots à partir du 11 décembre, appel à des débrayages et à des manifestations partout en France contre les licenciements de la part de la CGT le 12 décembre...

Depuis la fin du mouvement des retraites de 2023, c'est la première fois qu'un tel « créneau » de mobilisations est proposé par les directions syndicales

pour répondre un tant soit peu à la férocité des attaques gouvernementales et patronales. Il faut dire que les trois jours de carence annoncés pour les 5,7 millions de fonctionnaires, ça ne passe pas, que les annonces de fermeture d'usines en rafale par des grands groupes aux milliards de profits, ça ne passe pas, que les salaires bloqués, ça ne passe plus... Les médias les plus réactionnaires s'affolent et agitent la menace « de la grève des trains à Noël »... Ceux délivrant de manière plus feutrée les points de vue de la bourgeoisie s'inquiètent d'un climat social tendu, propice à l'expression de la colère accumulée au sein du monde du travail.

Cette colère accumulée n'est évidemment pas envisagée de manière globale par le calendrier proposé par les directions syndicales qui veulent continuer à sépa-

rer le public d'un côté, le privé de l'autre, ou bien enfermer les revendications dans des axes corporatistes, quand elles ne les adossent pas à un calendrier institutionnel qui offrirait une « bonne majorité parlementaire » capable de les satisfaire. D'où la nécessité de s'engouffrer avec appétence dans cette « fenêtre de tir » de mobilisation sociale qui est déjà ouverte et qui va se poursuivre au moins durant la première quinzaine de décembre avec la conviction qu'elle peut constituer une étape vers le « toutes et tous ensemble »... à condition de saisir toutes les occasions pour tisser des liens entre travailleurs quel que soit notre statut. Et si on mettait la convergence des luttes et leur contrôle par les salariés à notre calendrier ?

MARIE DAROUE • 26/11/2024

CONTRE LES CHÔMEURS, MIEUX QUE BARNIER, LE DIALOGUE SOCIAL

L'accord sur l'assurance chômage passé le 14 novembre entre les syndicats CFDT, FO et CFTC d'un côté, et le Medef de l'autre, serait, selon la presse, un succès de la méthode Barnier du « laisser la place au dialogue social ». Avec en prime un avantage : ni motion de censure, ni 49-3, il suffit que bureaucrates syndicaux et représentants patronaux se mettent d'accord et les mesures s'appliquent. Et la justice a répondu présente pour débouter la CGT qui, n'ayant pas signé l'accord, demandait son invalidation.

Sur le dos des chômeurs, il est décidé 2,5 milliards d'euros d'économies sur quatre ans (2025-2028) puis 1,7 milliard par an les années suivantes. Les indemnités de chômage seront versées trente jours par mois, même les mois de trente-et-un jours, escroquerie de cinq à six jours de moins d'indemnisation par an, qui doit rapporter 1,2 milliard sur quatre ans.

Le bouquet est réservé aux seniors. Ceux-ci ont droit à une durée d'indemnisation plus longue que les autres chômeurs : le seuil permettant 22,5 mois d'indemnités passe de 53 ans à 55 ans et celui garantissant 27 mois d'indemnités passe de 55 ans à 57 ans. Histoire de s'aligner sur l'augmentation de deux ans de l'âge de départ à la retraite. Et l'on invente une nouvelle façon de les envoyer au boulot sous le nom de « validation de l'expérience » : pas besoin de CDI pour eux, les patrons pourront les garder en CDD jusqu'à trois ans. Pour qu'ils ne coûtent pas trop chers aux patrons, si leur employeur leur propose un salaire trop bas, ils pourront continuer à toucher, pour compléter, une partie de leur allocation chômage. On ne lésine pas pour aider les patrons à faire bosser les vieux au rabais.

Au vu des économies réalisées, l'accord abaisse généreusement les cotisations patronales de 4,05 % du salaire brut à 4 % à partir du 1^{er} mai 2025 ; coût 1,5 milliard sur quatre ans, à peu près ce que rapporte les cinq à six jours par an d'indemnisation volés.

PAR OLIVIER BELIN • 26/11/2024

MICHELIN CHOLET (MAINE-ET-LOIRE)

LA COLÈRE S'ORGANISE

Annonce le 5 novembre des fermetures des sites de Vannes et de Cholet : 1 300 suppressions de postes et 2,5 milliards de dividendes du groupe Michelin. Les travailleurs en grève refusent d'être des chiffres sur des bilans comptables. Des paysans de la région de Cerizay (Deux-Sèvres) viennent tous les jours faire gratuitement des repas chauds aux grévistes avec des militants choletais.

UNE MOBILISATION... AVEC MÉTHODE !

Après le rassemblement à Clermont-Ferrand au siège du groupe et les contacts pris avec les autres sites, dont celui de Vannes, il fallait ancrer la grève à Cholet et la faire vivre. Le piquet à l'entrée principale a été monté, difficile à tenir. C'était sans compter sans les idées géniales du directeur de l'usine qui a demandé l'intervention des pompiers pour un simple feu de pneus maîtrisé devant l'usine. Ce qui a provoqué un rebond de la colère et de la mobilisation. Mais le temps est compté : le process de production de la gomme cessera bien avant la fermeture.

À côté de l'intersyndicale, un comité d'organisation (une dizaine de collègues) a été mis en place afin de lier syndiqués

et non-syndiqués et prendre les décisions par des votes à main levée (dans des AG de près de 130 personnes en moyenne). Premier résultat : renforcement du piquet empêchant l'arrivée de la matière première, tout en s'adressant à la population sur les marchés et aux jeunes d'un CFA. L'AG suivante du mardi 19 novembre a discuté de la politique à mener auprès des indécis et des non-grévistes. Succès d'avoir fait échouer dans le calme un coup de force de nuit de la direction pour faire entrer de la matière première. La direction avait assigné au tribunal d'Angers sept travailleurs pour entrave à la « liberté de travailler » ? 72 sont montés de Cholet pour se retrouver avec des délégations de Valeo et Scania à près de 200 au tribunal... qui a demandé une médiation.

S'ANCER, S'ENTOURER, S'ÉTENDRE

Mais les travailleurs en lutte de Michelin ont aussi une politique : s'ancrer, s'entourer, s'étendre. L'assemblée de près de 130 travailleurs a adopté un plan en six points : imposer la présence du comité d'organisation aux négociations entre patronat et intersyndicale pour avoir un œil de la base ; maintenir le piquet même en cas de reprise du travail ; aucune sanction contre les sept collègues et arrêt des poursuites ; paiement des jours de grève ; organisation des négociations à Nantes pour permettre aux Vannetais de venir. Les négociations prévues les 26, 27 et 28 novembre ont été repoussées sans date par la direction.

CORRESPONDANT • 26/11/2024

LIBÉRÉS, DÉLIVRÉS !

Jeudi 14 janvier était la grande journée de la neige en Île-de-France. À l'usine Stellantis de Poissy, constatant les risques d'accumulation de neige, les ouvriers de l'Emboutissage de l'après-midi se sont mis en grève à partir de 18 heures pour rentrer chez eux. Les hiérarchiques qui leur enjoignaient de rester étaient, eux, bien au chaud à la maison !

Dans beaucoup de secteurs de l'usine, le chauffage ne fonctionne pas, les portes extérieures restent ouvertes, les services techniques manquent de moyens et les installations sont vieilles. On n'a pas l'intention de faire hiberner notre colère.

CORRESPONDANT • 26/11/2024

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

OBJECTIF 50 000 €

npa-revolutionnaires.org/souscription

PLATEFORME CHIMIQUE DE PONT-DE-CLAIX, PRÈS DE GRENOBLE

Un mois de grève avec occupation. Les Vencorex doivent gagner !

En grève reconductible depuis le 23 octobre, les Vencorex occupent leur usine pour s'opposer à sa fermeture et au licenciement des 460 salariés.

LA GRÈVE ET LES LIENS AVEC D'AUTRES ENTREPRISES : DE PRÉCIEUX ATOUTS

Occupation du site ; arrêt de la production et de la quasi-totalité des livraisons, notamment à Arkema-Jarrie qui se trouve privé de sel ; fermeture d'une vanne d'éthylène approvisionnant l'industrie de l'est de la France. En outre, le piquet 24 heures sur 24 offre la possibilité de rendre visible la mobilisation, mais aussi de multiplier les discussions collectives pour tenir et élaborer un plan de bataille pour gagner.

Les actions ont donné un caractère national à la lutte : rassemblements avec les salariés d'autres boîtes de la chimie ; adresses aux salariés d'Arkema, de Framatome, d'Air Liquide et d'autres entreprises des plateformes de Jarrie et Pont-de-Claix ; déplacements pour soutenir les travailleurs et travailleuses d'autres boîtes visées par les licenciements, comme auprès des Michelin et Auchan.

Du côté du président de Vencorex, le montant des indemnités proposées est bien en dessous des exigences des grévistes. Et les éventuels repreneurs n'inspirent pas plus confiance. Le ministre de l'Industrie assume son projet d'accompagner les licenciements. D'autant plus que l'État licencie lui-même à tour de bras :

4 000 postes d'enseignants et enseignantes supprimés dès 2025, essentiellement dans les écoles primaires ; 186 000 emplois menacés dans le social et l'associatif ; des milliers d'emplois à la SNCF avec l'ouverture à la concurrence... Les espoirs de victoire sont donc à mettre dans la coordination de toutes celles et ceux qui subissent des licenciements et suppressions d'emploi pour transformer la catastrophe sociale en révolte générale.

CORRESPONDANTS • 26/11/2024



SNCF La lutte des cheminots rejoint celle de tous les travailleurs

Jeudi 21 novembre, un cheminot sur quatre était en grève d'après la fédération CGT. Les revendications mises en avant par l'inter-syndicale visaient à s'opposer aux 500 suppressions de postes prévues au 1^{er} janvier avec la filialisation de Fret SNCF et, plus généralement, à l'ouverture à la concurrence qui va diviser les cheminots en de multiples entreprises privées.

UNE PREMIÈRE JOURNÉE DE GRÈVE QUI DOIT DONNER CONFIANCE

Cette première journée de mobilisation est un bon point de départ. La grève a été suivie inégalement selon les services et les régions, mais a été l'occasion de tenir des AG et des rassemblements. Les discussions politiques pour faire face à ces attaques patronales et gouvernementales sont allées bon train.

Pourtant, les perspectives mises en avant par les directions syndicales ont de quoi interroger. Elles ne mettent rien de concret en avant et ne jurent que par l'ouverture « d'urgence » de négociations au sommet. À cela s'ajouterait la demande d'un moratoire sur la filialisation de Fret SNCF et un débat parlementaire sur l'avenir

du ferroviaire. Après avoir présenté le Nouveau Front populaire comme le sauveur suprême, les directions syndicales tentent d'aligner le combat sur le Parlement. Une politique qui véhicule des illusions, bien loin de l'inquiétude et la colère de la majorité des cheminots.

CONSTRUIRE UNE GRÈVE MILITANTE POUR S'ADRESSER À TOUS LES TRAVAILLEURS

En refusant l'ouverture à la concurrence et les filialisations, ils se battent contre les suppressions de postes, la dégradation des conditions de travail. Ils luttent aussi contre la division qu'engendre le morcellement de la concurrence ferroviaire à venir. Des préoccupations partagées dans le transport urbain et interurbain et dans d'autres secteurs. D'autant que s'y ajoute la lutte pour des augmentations salariales générales après que la direction SNCF a proposé 0,5 % en avril 2025...

La lutte des cheminots résonne avec toute la situation sociale. Dans le secteur privé, on ne compte plus le nombre de plans de licenciements. Le 5 décembre, une journée de grève est prévue dans la Fonction publique. Si la bourgeoisie sait se coordonner pour nous faire les poches, pourquoi ne pas en faire autant pour contre-attaquer ?

Les fédérations syndicales cheminotes ont annoncé une grève reconductible à partir du 12 décembre. Difficile de savoir ce qu'elles ont en tête. Mais cette date doit servir à militer en faveur d'une riposte générale du monde du travail. Des équipes de cheminots, conscientes que c'est l'unité des travailleurs qui fera notre force, ont déjà prévu de s'organiser, parfois en tentant de tisser des liens avec d'autres travailleurs en lutte.

CORRESPONDANTS • 26/11/2024



LICENCIEMENTS DANS L'AÉRONAUTIQUE : UN HOLD-UP DE HAUT VOL

Alors que les carnets de commandes des principaux avionneurs et de leurs sous-traitants sont plus que remplis, Boeing, aux États-Unis, annonce réduire de 10 % ses effectifs mondiaux, soit 17 000 personnes, dont 2 200 dans les seules usines près de Seattle, dans lesquelles la grève a arraché en novembre des augmentations de salaires.

En France, Airbus a aussi annoncé 2 500 licenciements d'ici 2026, au sein de sa branche Defense and Space, sur toute l'Europe. Cette annonce fait suite au plan « Lead » qui visait déjà à réduire la « charge salariale », notamment parmi les cadres qui interviennent dans le processus de fabrication de ses avions, mais aussi en arrêtant le recrutement, pourtant nécessaire, et en taillant dans la sous-traitance, histoire de sous-traiter aussi les licenciements. D'une manière générale, ce sont les sous-traitants qui sont les premiers visés, Thalès annonce supprimer 1 230 emplois en Europe, dont 980 en France dans sa branche spatiale - 650 à Toulouse, 330 à Cannes.

LE ROBIN DES RICHES : « LA BOURSE OU LES LICENCIEMENTS ? »

C'est en ces termes que le patron d'Airbus, Guillaume Faury, pose le débat dans une interview donnée le mois dernier. Guillaume Faury plaide pour une giga-entreprise européenne avec un objectif simple : dégager la concurrence américaine et faire main basse sur les budgets des États européens. Pour être capable de générer des bénéfices suffisants sur un tel projet à l'échelle européenne, il faut des moyens industriels colossaux, moyens que, de son côté, l'État américain subventionne allègrement.

Mais Guillaume Faury a la solution. Après avoir proposé de faire main basse sur l'ensemble du marché européen du spatial, pourquoi ne pas aller fouiller dans les poches de ses habitants : « Le modèle social que nous avons, notamment en France, est en train de devenir de plus en plus difficilement finançable. » Faire la poche des pauvres, pour permettre aux riches de le devenir encore plus, le tout saupoudré d'un soupçon d'écologie... Tout un programme !

PAR MARINETTE WREN ET QUENTIN PATEL
• 26/11/2024



LA POSTE

À PARIS 15, LA LUTTE PAYE !

Lundi 18 novembre, les facteurs et factrices du centre courrier de Paris 15 ont décidé de s'opposer au plan de la direction qui voulait fusionner six tournées, entraînant la suppression de trois postes d'interimaires. Cinquante collègues (une majorité sur le bureau) se sont mis en grève, puis se sont décidés à aller voir massivement la directrice pour protester. Elle a répondu qu'il s'agissait d'une simple « expérimentation ». Quelle créativité !

Les postiers de Paris 15 ont fait grève toute la semaine, une grève ponctuée de prises de parole en salle de production de la CGT, FO et SUD et de délégations de masse. Les AG ont permis de garder les grévistes soudés.

La direction a changé d'attitude au cours de la semaine. D'abord, elle est allée jusqu'à dire qu'elle pouvait faire faire ce qu'elle

voulait aux intérimaires, ce qui a choqué l'ensemble des collègues. Car, derrière ces suppressions de tournées au pied levé, il y a la profonde injustice que subissent les facteurs en contrat précaire. Vendredi 22 novembre, après une semaine de grève, toujours oralement (aucun écrit depuis le début de la lutte !), les grévistes étaient informés de l'abandon de ce projet sur quatre des six tournées.

Il faudrait réussir à faire abandonner purement et simplement son projet à la direction, mais ce premier recul montre que la lutte est payante.

En tout cas, La Poste essaye de généraliser ces « réorgs » sauvages. Il faudra lui résister collectivement, à l'image des collègues de Paris 15 !

CORRESPONDANT • 26/11/2024

Vis ma vie d'AESH

En mai dernier, une loi était votée pour obliger l'État à payer l'encadrement pendant la pause de midi des « élèves à besoins particuliers » par des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap). Entre autres, ces gosses ont parfois le « besoin particulier » qu'on les aide à manger. Mais, dans les écoles d'Hérouville-Saint-Clair (14) comme dans pas mal d'autres, les AESH ne se sont pas vu proposer les heures supplémentaires correspondant à cette tâche à la rentrée de septembre. Révoltés de voir leur travail piétiné – au lieu d'animer la pause des enfants, ils aidaient aux repas –, les animateurs de l'Union normande des centres maritimes et touristiques (UNCMT, une association organisant colonies de vacances et centres aérés) ont commencé à parler de grève. Effet immédiat : la mairie macroniste d'Hérouville s'est rappelée que ce n'était pas à elle de payer la facture, et l'a adressée à la

Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN).

Celle-ci a alors recruté... personne ! Elle a enjoint à au moins une AESH en poste dans un collège de Caen de venir boucher les trous le midi à Hérouville – 45 minutes sur place maximum ! Cette collègue, qui subit comme la plupart des AESH un temps partiel imposé de 24 heures par semaine (payé entre 900 et 950 euros par mois), allait-elle gagner quelques sous ? Non : le temps passé là-bas est décompté de sa semaine au collège ! Bilan : les collégiens qu'elle suit voient leur accompagnement saccagé, et notre collègue qui faisait manger ses propres enfants le midi doit désormais leur payer la cantine ! Mais qui sème la misère finit par récolter la colère...

CORRESPONDANT • 26/11/2024

VIE DU PARTI

SEULES NOS MOBILISATIONS PERMETTRONT D'EN FINIR AVEC LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé en France samedi 23 novembre dans le cadre de la journée contre les violences faites aux femmes. Des viols collectifs commis sur Gisèle Pélicot au sort réservé aux femmes en Palestine, ces manifestations avaient une teinte identique partout. Car, partout, la situation des femmes se détériore à grande vitesse avec les licenciements de masse, l'augmentation constante des prix, mais aussi la multiplication des conflits armés dans le monde.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE ÉTAIT BIEN PRÉSENTE.

Le NPA-Révolutionnaires a été présent dans toutes ces manifestations par des points fixes et/ou des cortèges. En France, le gouvernement peut bien se parer d'habits pro-féministes et faire mine de se préoccuper de la vie des femmes – comme avec son annonce sur la généralisation de la possibilité de porter plainte à l'hôpital –, il s'en moque comme d'une guigne ! Les budgets des services publics fondent comme neige au soleil, les infirmières et les médecins sco-

lares sont depuis longtemps des espèces en voie de disparition ; l'hôpital ne peut être un lieu d'écoute, ou bien à la marge, tant les personnels sont sous pression et travaillent à flux tendu. Et que dire encore des centres d'IVG qui courent après les moyens pour tenter d'accueillir encore dignement les femmes. Alors non, rien à attendre de ces gouvernements qui n'entendent nos revendications que si elles leur sont imposées par les seules armes dont nous disposons : les grèves, les blocages, les manifestations ET notre solidarité internationaliste !

Or, à Paris, pour la deuxième fois, le cadre unitaire avait toléré que l'organisation féministe sioniste Nous vivrons défile. Le 8 mars dernier, le cadre unitaire avait donné son accord pour qu'elles défilent dans le cortège et, cette fois-ci, c'est le silence radio qui a suivi l'annonce publique de la participation possible de Nous vivrons à la manifestation. C'est escorté par la police de bout en bout que leur cortège a manifesté. Et, comme si cela ne suffisait pas, le groupe d'extrême droite Némésis s'est aussi joint à la manifestation. Mais jusqu'où le féminisme peut-il être prétexte à de telles acceptations !

Il est temps de dire stop et de cesser cette fuite en avant en refusant toute présence d'organisations sionistes comme celle de l'extrême droite dans nos cortèges, et cela dès le 8 mars prochain !

CORRESPONDANTES • 26/11/2024

À NOTER DANS VOS AGENDAS MILITANTS !

>> RÉUNION PUBLIQUE DU NPA JEUNES-RÉVOLUTIONNAIRES SUR LE CAMPUS DE GRENOBLE

Jeudi 12/12 à 18 heures à l'ARSH
« L'impérialisme aujourd'hui : le rôle de la bourgeoisie française dans la marche à la guerre »

>> RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES (EN RÉGION PARISIENNE)

Samedi 29 et dimanche 30 mars 2025

>> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES À BARBASTE (LOT-ET-GARONNE)

Du samedi 23 au mercredi 27 août 2025

TROISIÈMES RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

Les 29 et 30 mars prochains auront lieu les troisièmes rencontres nationales ouvrières (RNO) organisées par la commission ouvrière du NPA-Révolutionnaires. Ces rencontres réuniront des militantes et militants d'entreprise de nombreux secteurs pour échanger sur leurs conditions de travail, discuter des problèmes rencontrés dans leur activité politique et syndicale et se former collectivement pour mieux affronter le patronat.

Quelles réponses des travailleurs face aux plans de licenciements qui pleuvent ? Comment lutter contre l'extrême droite et la propagation de ses idées parmi nos collègues ? Comment militer dans les syndicats en tant que révolutionnaires alors que les CSE se mettent en place ? Comment convaincre ses collègues de rejoindre une lutte et comment s'organiser démocratiquement pour et dans une grève ?

Et, puisque les travailleurs n'ont pas de patrie, des militants internationaux, notamment d'Allemagne et d'Espagne, seront présents.

Si vous êtes travailleuse ou travailleur et que vous souhaitez participer, faites une demande d'inscription sans tarder ici >>

Un meeting du NPA-Révolutionnaires ouvert à toutes et tous se tiendra le soir du samedi autour de l'actualité des perspectives révolutionnaires.

>> POUR TOUTE QUESTION :

rencontres.ouvrieres@npa-revolutionnaires.org



NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES ET RACISTES
POUR PRENDRE L'OFFENSIVE :

ORGANISONS-NOUS !

PARTICIPEZ AUX

RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES

29 & 30 MARS 2025

ATELIERS, FORUMS... & UN MEETING

À PARIS. PLUS D'INFORMATIONS À VENIR SUR NPA-REVOLUTIONNAIRES.ORG

FILM

VOYAGE À GAZA

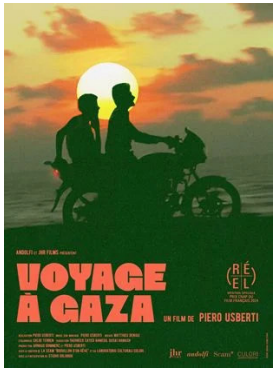
PIERO USBERTI

Documentaire actuellement en salle.

En 2018, Piero Usberti, jeune réalisateur italien, a décidé de partir dans la bande de Gaza pour y filmer la vie quotidienne. Sarah, sa guide gazaouie de 25 ans, lui a permis de mener des entretiens avec plusieurs travailleurs. Ce documentaire a le mérite de montrer la réalité du blocus mené par Israël depuis 2007 et l'insécurité permanente dans laquelle vivaient les habitants de Gaza, bien avant les attaques du 7 octobre 2023 : l'insécurité alimentaire mais aussi bien sûr physique, y compris pour des paysans ou des pêcheurs aux frontières de Gaza qui se faisaient régulièrement tirer dessus par les sentinelles israéliennes. On y suit les espoirs de toute une jeunesse étudiante, les conditions de vie sous le Hamas – notamment pour les femmes et la classe ouvrière –, ou encore les manifestations du vendredi pour le droit au retour des réfugiés, lesquelles firent de nombreuses victimes dont certaines sont interviewées.

Fuir Gaza ou résister ? Dans les deux cas, c'est risquer sa vie. La frontière avec l'Égypte est fermée. La voix off de Piero Usberti recontextualise l'histoire de la colonisation de la Palestine et la responsabilité des pays impérialistes dans la situation. Enfin, on regarde ce documentaire pour la vie qu'on y voit et qu'on ne verra plus : la bibliothèque communiste de Mohanad, le café du bord de mer où on parle librement, les échoppes de Gaza-ville où valsent les saveurs... Au nord, la ville de Gaza est aujourd'hui détruite à 75 % (60 % pour l'ensemble de la bande). Selon l'ONU, il faudra quatorze ans pour déblayer les décombres de toutes les destructions. Ce documentaire constitue donc une mémoire précieuse de Gaza et de ses habitants, mais aussi une invitation urgente à cesser le massacre.

PAR BARBARA KAZAN • 26/11/2024



LIVRES

MAYOTTE, DÉPARTEMENT COLONIE

RÉMI CARAYOL

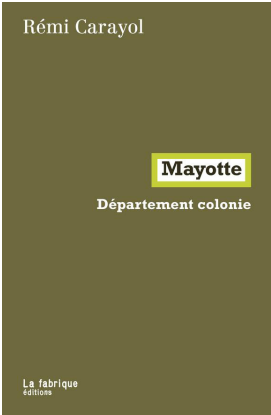
La Fabrique, 2024, 250 p., 15 €

Mayotte est en réalité Maore, son nom comorien. L'auteur, journaliste à *Afrique XXI*, *Mediapart* et au *Monde diplomatique*, insiste sur l'aspect paradoxal de la relation de Mayotte avec la France : à la fois totalement délaissée et maltraitée par l'État français, tout en étant censée avoir une relation privilégiée. Il décrit la complicité entre un État colonial, soucieux de préserver une influence stratégique en Afrique de l'Est, et les calculs des élites locales.

LA BANALISATION DE L'EXTRÊME DROITE

L'autre intérêt du livre, c'est de mieux comprendre la montée de l'extrême droite à Mayotte. Elle y prospère sur une concurrence systématisée entre pauvres : dans une île où la moitié de la population gagne moins de 140 euros par mois, les ennemis désignés sont les Comoriens encore plus pauvres, plutôt que l'État français et les notables mahorais. L'opération Wuambushu est une version coloniale de la politique répressive de Macron, encore plus brutale qu'en France. Les revendications d'élus locaux, comme la fin du droit du sol et de l'aide médicale d'État, sont autant d'aubaines pour l'extrême droite hexagonale et le gouvernement Macron, qui n'attendent que de généraliser ces attaques.

PAR ROBIN KLIMT ET LYDIE GRIMAL
• 26/11/2024



MOINS ! LA DÉCROISSANCE EST UNE PHILOSOPHIE

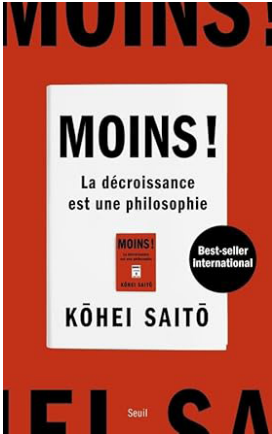
KOHEI SAITO

Seuil, 2024, 338 p., 23 €

Après la publication de son bonlivre, *La Nature contre le capital*¹, le philosophe Kohei Saito cherche désormais à s'adresser à un public plus large. Après avoir démontré l'impossibilité d'un capitalisme vert², il montre que Marx s'est intéressé de près aux questions écologiques. L'activité économique, dédiée à l'accumulation illimitée de capital, vient perturber irréversiblement les processus naturels³, comme le montre la crise écologique actuelle, que les COP successives sont bien incapables de juguler.

Saito en déduit la nécessité d'un « communisme de décroissance », qui romprait avec le « productivisme ». Se pose alors la question de la manière d'y parvenir, mais c'est là que le bât blesse : plutôt que de suivre la méthode de Marx en étudiant les forces sociales susceptibles de porter une telle perspective, il explique qu'il suffirait de généraliser les « pratiques autogestionnaires » de mouvements aussi éclectiques que les ZAD et « Barcelone en commun » avec l'appui de l'État (certes citoyen mais néanmoins bourgeois). Exit donc les classes sociales. La classe ouvrière n'est traitée que sous l'angle des coopératives et de la cogestion d'entreprises⁴. Au nom d'un rejet du supposé productivisme du Marx d'avant 1873, Saito abandonne donc toutes ses conclusions politiques, et la révolution est la grande absente du livre. On retiendra néanmoins la première partie, qui a le mérite de démontrer une fois pour toutes que l'écologie n'est pas soluble dans le capitalisme.

PAR ROBIN KLIMT ET MARTIN CASTILLAN
• 26/11/2024



TROIS BIOGRAPHIES DE LÉNINE PUBLIÉES OU REPUBLIÉES RÉCEMMENT

LÉNINE : LA RÉVOLUTION PERMANENTE

JEAN-JACQUES MARIE

Tallandier, 2023, 640 p., 13,50 €

L'auteur est un historien, mais également militant trotskiste du courant lambertiste. Il rattache systématiquement les événements de la vie de Lénine au contexte international de l'époque, ce qui est une des grandes qualités du livre. Les derniers chapitres, sur la fin de vie de Lénine et son combat contre la bureaucratie, montrent bien à quel point la thèse de la continuité entre Lénine et Staline est fautive¹.

1. Quitte à s'en tenir à quelques biographies, ne pas manquer le livre de Trotsky, *La jeunesse de Lénine*, écrit en 1936. Il s'agit des quinze premiers chapitres d'une biographie complète de Lénine que Trotsky n'a pas pu terminer avant d'être accaparé par les procès de Moscou.

LÉNINE

NINA GOURFINKEL,
POSTFACE D'ÉRIC AUNOBLE

Agone, 2024, 200 p., 12 €

Cette courte biographie, aussi vivante qu'instructive, fut d'abord publiée en 1959. Les éditions Agone viennent de la rééditer. L'autrice, Nina Gourfinkel (1900-1984), a connu la révolution russe, en tant qu'étudiante à l'université de Petrograd en 1917, avant de partir en France. C'est là qu'elle a participé à la protection des Juifs pendant l'occupation, avant de rejoindre les combats pour les luttes de libération nationale. Si sa spécialité est plutôt la littérature russe, ce livre, qui se lit comme un roman, est une bonne introduction pour comprendre l'action politique de Lénine. La réédition chez Agone est l'occasion d'une postface de 25 pages très éclairante de l'historien Éric Aunoble, qui revient de façon critique sur toute la mystification (qu'elle soit d'origine stalinienne ou anticommuniste) dont Lénine a été victime.

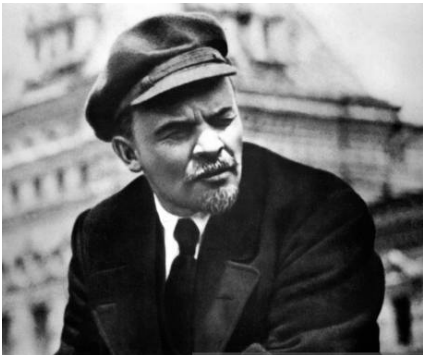
LÉNINE

ALEXANDRE SUMPF

Flammarion, 2023, 640 p., 26 €

L'auteur est un historien spécialiste de l'Union soviétique. Ce livre a le mérite de consacrer la moitié des chapitres à l'année 1917, intercalés entre les chapitres montrant comment les idées et la personnalité de Lénine ont été confrontées à l'épreuve des faits. Bien que défendant un point de vue politique défavorable à Lénine, cela reste un travail exhaustif et de bonne facture.

PAR R.K. • 26/11/2024



Retrouvez la version complète de cette critique sur notre site :



1. *La Nature contre le capital : l'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, paru en France chez Syllepse en 2021.
2. Voir aussi Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, La Découverte, 2011.
3. Une idée déjà présente chez John Bellamy Foster dans *Marx écologiste*, paru en poche chez Amsterdam.
4. À ce sujet, voir l'article « Un demi-siècle de cogestion : avec les patrons, sans les travailleurs », 8 novembre 2023, sur le site convergencesrevolutionnaires.org

Mineurs isolés : retour sur une jeunesse qui relève la tête

La journée internationale des droits de l'enfant du 20 novembre dernier a été une nouvelle occasion pour les mineurs isolés, ces adolescents des classes pauvres d'Afrique, qui ont dû émigrer seuls face à la guerre ou à l'absence d'avenir, et qui s'organisent par eux-mêmes, de rendre visible leur lutte pour exiger des droits fondamentaux comme être logés, nourris, soignés, scolarisés.

À Paris, le collectif des mineurs isolés du parc de Belleville mène depuis plus d'un an une bataille acharnée à travers des occupations, la convergence avec les luttes de sans-papiers, de familles à la rue, du mouvement social, pour sortir de la galère à laquelle les mineurs sont livrés. Ils et elles l'apprennent à leurs dépens : ils n'auront rien sans se battre. Et devant la multiplication des collectifs dans toute la France, ils et elles ont contribué à organiser une coordination nationale et des manifestations simultanées à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse et Lille, entre autres, rassemblant plusieurs centaines de mineurs isolés étrangers et leurs soutiens.

L'appel signé par plusieurs associations et organisations syndicales, affirme d'ailleurs : « Nous savons que seules nos luttes et le rapport de force nous permettront d'obtenir des victoires et des avancées. » Le combat paie, avec des centaines de scolarisations et de mises à l'abri obtenues, à Paris surtout, mais aussi un peu partout en France.

FACE L'OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE, NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES !

Ces jeunes sont suspectés de mentir sur tout : leur âge comme leur parcours d'exil. L'État et les départements organisent sciemment leur mise en danger, les laissant sans aucun droit le temps de leurs recours juridiques. Plus de la moitié de ces recours devant le juge pour enfants concluent

à leur minorité, parfois plus d'un an après.

La politique hostile vis-à-vis des mineurs étrangers isolés s'aggrave à tous les niveaux. La situation économique offre un boulevard à ces politiques réactionnaires, colonialistes et racistes. Car elles ont bon dos, les difficultés économiques ! Elles permettent les pires sorties et décisions, comme celles de plusieurs présidents de département de limiter ou d'arrêter la protection des mineurs isolés : Vaucluse, Territoire de Belfort, Ain, Jura, Vienne... En novembre, Nicolas Lacroix, président du groupe des 70 départements dirigés par la droite, le centre et les indépendants (DCI) de l'association des départements de France annonçait : « Dès le 1^{er} janvier, tous les départements de la droite et du centre vont suspendre leurs versements » du RSA aux CAF et « on ne prendra plus en charge les nouveaux mineurs non accompagnés. »

Les mineurs isolés continuent de se mobiliser, comme le 27 novembre à Paris devant le rectorat, ou encore en se joignant à la grève du 5 décembre et à l'appel des collectifs de sans-papiers pour les 14 et 18 décembre.

Il n'y a aucune fatalité : face à de telles ignominies, il faudra une force collective à la hauteur !

PAR FLORA M. ET ALBA H. • 26/11/2024



LA MOBILISATION DES ÉTUDIANTS PARISIENS CONTRE LE GÉNOCIDE EN PALESTINE CONTINUE : TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 7 DÉCEMBRE !

Les initiatives étudiantes en solidarité aux peuples palestiniens et libanais continuent. Depuis début novembre, l'indignation face au génocide à Gaza, à la colonisation en Cisjordanie et aux bombardements du Liban a trouvé une expression dans les facs parisiennes. Blocus, assemblées générales et rassemblements ont essaimé d'une fac à l'autre en ordre dispersé.

Des AG de Tolbiac à celles de Clignancourt, en passant par l'École normale supérieure, les étudiants mobilisés remettent en cause la complicité de la France avec la politique coloniale israélienne, notamment par la volonté de rompre les partenariats universitaires qui appuient celle-ci. Au printemps dernier, les occupations massives des étudiants américains s'étaient répandues comme une traînée de poudre à travers le monde. Qu'une part significative de la jeunesse, au cœur des puissances impérialistes, conteste l'ordre bourgeois mondial ne plaît pas à ses représentants, Macron et Biden en tête. D'autant plus que son agitation pourrait donner des idées à d'autres, et en premier lieu aux travailleurs, ici et ailleurs. Ce n'est qu'avec la force de leur mobilisation que nous pourrions peser sur la politique des États impérialistes qui arment et soutiennent l'État israélien pour en faire leur gendarme dans la région.

C'est justement ce qui fait peur au gouvernement qui cherche à s'appuyer sur les directions de facs pour empêcher que cette agitation se développe et se répande dans la population, quitte à envoyer les CRS intimider les jeunes mobilisés à Jourdan ou Paris 3. Pour faire entendre la colère, il faut



que les étudiants mobilisés se coordonnent et s'adressent à d'autres (comme cela a pu commencer avec la tenue d'AG « interfac » rassemblant près de 150 étudiants). Nous devons chercher les moyens de massifier la mobilisation dans la jeunesse, mais aussi dans le monde du travail. La journée de mobilisation nationale du 7 décembre appelée par différentes organisations de jeunesse (à l'initiative du NPA Jeunes Révolutionnaires) doit servir de point d'appui dans cette direction.

PAR LOU OLLIVIER ET ALEXIS MICSHEN • 26/11/2024

BUDGET 2025 DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : LE PATRONAT À L'OFFENSIVE CONTRE LE DROIT À ÉTUDIER !

Alors qu'il faudrait des milliards pour recruter des enseignants, du personnel et pour accueillir tous les jeunes qui souhaitent étudier, les moyens pour ouvrir des places pour les étudiants ne sont pas là. L'ébauche de budget pour 2025 réduit l'enveloppe, déjà insuffisante, allouée à l'embauche des enseignants, alors qu'il en manque ! Le ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Hetzel, prévoit aussi de couper 120 millions d'euros dans le système déjà déficient des bourses étudiantes. Quant à la fin de la contribution à la vie étudiante et de campus, que les étudiants doivent payer chaque année, on en est loin, contrairement aux illusions propagées par les députés du NFP en mal de victoire à l'Assemblée.

Austérité oblige, Hetzel défend une baisse de financement des universités par l'État. Quitte à inciter les facs à augmenter les frais d'inscription ? « Ça ne doit pas être un sujet tabou. » Après les attaques contre les étudiants étrangers, voilà qu'on menace tout le monde, aux dépens des enfants d'ouvriers et des étudiants étrangers. À nous de contrer ces attaques !

NIKO LONTAÏ • 26/11/2024



ABONNEZ-VOUS

6 MOIS 20€
..... OU 25€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT
Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

PAR CARTE BLEUE
<https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X520000>

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITEWEB: npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK NPAJeunesRévolutionnaires | X(TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**